**Pour un filet social juste et fort**

La crise de la COVID-19 a mis en lumière l’état désastreux de nos hôpitaux, nos écoles, nos CHSLD et l’urgence d’améliorer les revenus et conditions de vie des personnes les plus pauvres et marginalisées.

**Pour faire face à des crises, nous avons besoin d’un filet social juste et fort!**

**Le filet social, c’est quoi?**

Un **service public** est une activité exercée ou contrôlée par l’État dans le but de satisfaire un besoin d’intérêt général et pour assurer le respect des droits humains.

Ex. : Écoles, hôpitaux, CLSC, CHSLD, centres locaux d’emploi (CLE), Centre de la petite enfance (CPE), etc.

Un **programme social** est une mesure mise en place par l’État visant à améliorer les conditions de vie d’une population**. Il prend souvent la forme d’une prestation d’argent et s’adresse aux personnes qui n’ont pas suffisamment de ressources pour satisfaire leurs besoins.**

Ex. : assurance parentale, allocation familiale, aide sociale, régime des rentes, assurance médicaments, etc.

Les **organismes communautaires autonomes** sont issus de gens d’une communauté qui se sont regroupés pour se soutenir autour d’une problématique vécue, améliorer leurs conditions de vie et défendre leurs droits.

Ex. : groupes de femmes, groupes d’alphabétisation, ressources pour personnes itinérantes, organismes communautaires Famille, maisons de jeunes, groupes en défense collective des droits, etc.

**Un filet social mis à mal**

Nos services publics et nos programmes sociaux sont le résultat de luttes étudiantes, communautaires, militantes et syndicales.

Mais, dans les dernières décennies, les différents gouvernements ont décidé que ces services et ces programmes coûtaient trop cher. Ils en ont donc réduit ou coupé les budgets. Ils n’ont pas amélioré adéquatement les salaires et conditions de travail dans le réseau public. Ils ont confié des services et des programmes à des entreprises privées. Ils n’ont pas non plus financé adéquatement les organismes communautaires.

Ces choix politiques ont comme conséquence qu’aujourd’hui les services et programmes ne répondent pas aux besoins et maintiennent une partie de la population dans la pauvreté et la vulnérabilité.

Par exemple, à Montréal : il manque de logements sociaux, l’aide sociale et même le revenu minimum ne sont pas adéquats pour répondre à ses besoins, les listes d’attente pour les soins de santé et les services sociaux s’allongent, plusieurs écoles tombent en ruine, etc.

Plutôt que de couper dans les dépenses, le gouvernement peut augmenter ses revenus, notamment en taxant les plus riches, les grandes compagnies et les banques.

En savoir plus : [10 milliards de solutions pour une société plus juste, Coalition Main rouge](https://www.nonauxhausses.org/wp-content/uploads/10milliards_mai2020.pdf)

**Nos revendications :**

Le gouvernement doit :

* Réinvestir massivement dans nos services publics et nos programmes sociaux;
* Reconnaitre et financer adéquatement les organismes communautaires qui soutiennent la population et luttent pour la justice sociale.

**La campagne *Engagez-vous pour le communautaire***

***Engagez-vous pour le communautair*e est une campagne nationale de mobilisation qui, depuis 2016, unit les différents secteurs de l’action communautaire autonome de partout au Québec. Elle vise une société plus juste où les droits humains sont pleinement respectés.**

[Lire les revendications](http://engagezvousaca.org/)

Le **Front régional d’action communautaire autonome de Montréal (FRACA)** est composé de regroupements d’organismes communautaires et de tables de quartier. Il est le porteur de la campagne Engagez-vous pour le communautaire en organisant des actions et en mobilisant la population montréalaise autour de ses revendications. [Facebook.com/fracamontreal](https://www.facebook.com/fracamontreal)